



HAL
open science

**Recension du Travail syndical en actes : faire adhérer,
mobiliser, représenter, de Yolaine Gassier, Baptiste
Giraud (dir.), Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires
du Septentrion, 2020, 296 p**

Emilien Julliard

► **To cite this version:**

Emilien Julliard. Recension du Travail syndical en actes : faire adhérer, mobiliser, représenter, de Yolaine Gassier, Baptiste Giraud (dir.), Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2020, 296 p. Revue Française de Science Politique, 2022, 72 (1), pp.201-202. hal-03920976

HAL Id: hal-03920976

<https://hal.science/hal-03920976v1>

Submitted on 3 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Gassier (Yolaine), Giraud (Baptiste), dir. – *Le travail syndical en actes. Faire adhérer, mobiliser, représenter.* – Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2020 (Espaces politiques). 296 p. Glossaire.

Réunissant les contributions de dix chercheurs·ses, cet ouvrage collectif propose d'étudier le travail des représentant·e·s d'organisations syndicales, patronales et agricoles dans la France contemporaine. Comme le souligne l'introduction, particulièrement fournie, une double perspective rassemble ces textes. D'une part, celle d'une sociologie politique du syndicalisme se nourrissant de la sociologie des mouvements sociaux, des partis politiques et des groupes d'intérêt, mais aussi de la sociologie du travail et des relations professionnelles. D'autre part, le recours à des enquêtes ethnographiques (*via* des entretiens et des observations, plus rarement des archives) visant à saisir en actes les pratiques des acteurs·trices à partir, surtout, d'approches localisées. Ce faisant, la coordinatrice et le coordinateur entendent souligner la centralité toujours actuelle de ces organisations dans les mécanismes de représentation.

L'une des forces de l'ouvrage est d'ailleurs sa richesse empirique. Centré sur le syndicalisme de salarié·e·s (plus de la moitié des textes), il aborde le syndicalisme dans la fonction publique (la police, les finances publiques, l'hôpital) où les syndicats sont bien implantés, mais aussi par ses marges, en allant par exemple observer une lutte d'aides à domicile en Martinique, comment les syndicalistes s'intéressent aux salarié·e·s des très petites entreprises (TPE) ou prennent en charge les syndiqué·e·s isolé·e·s. Deux chapitres traitent des trois centrales patronales, deux autres de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et de la Confédération paysanne. Les trois parties du livre soulignent les vertus à analyser ces organisations les unes par rapport aux autres pour questionner les catégorisations dont elles font l'objet sans pour autant nier leur spécificité (le poids des salarié·e·s des organisations patronales et agricoles, y compris à l'échelle locale). La première partie est ainsi consacrée à la production d'adhérent·e·s et de militant·e·s, la deuxième aux mobilisations, la dernière à l'investissement d'arènes institutionnelles. La contribution de Yolaine Gassier notamment, traitant d'une institution paritaire de l'artisanat, souligne bien l'heuristique de la démarche. Les représentants patronaux qui s'y investissent, des artisans en activité, proches socialement des salarié·e·s du secteur, fondent leur parole sur le registre de l'expérience, tandis que les représentants syndicaux présents, des permanents, ne venant pas de l'artisanat, usent du registre de l'expertise, alors que c'est l'inverse qui est habituellement décrit.

C'est donc contre une appréhension réifiant ces organisations professionnelles que se positionnent les auteur·e·s. L'attention prêtée aux modalités du recours aux pièces du répertoire d'action de ces organisations, non exclusives les unes des autres, allant des services individuels aux adhérent·e·s jusqu'à des pratiques contestataires (comme la manifestation) en passant par l'investissement d'arènes institutionnelles (institutions représentatives du personnel, réunions ministérielles, commissions paritaires, etc.) montre le rôle prédominant des ressources contrôlées, des concurrences, de la forme organisationnelle et des rapports à l'adhésion. À ce titre, les contributions de Benjamin Pabion et d'Alexandre Hobeika, centrées sur les services aux adhérent·e·s dans le syndicalisme policier et la FNSEA, sont éclairantes, tout comme le texte de Sophie Louey analysant les usages et les positionnements différenciés à l'égard de la manifestation au sein des trois confédérations patronales.

Ce livre est également marquant par son attention aux rapports que les représentant·e·s entretiennent à l'institutionnalisation, c'est-à-dire aux formes de reconnaissance de leurs organisations par les pouvoirs publics et les entreprises synonymes de ressources (mandats, financements, détachements, capacité de négocier des accords, etc.), qui est généralement associée à une professionnalisation (multiplication de permanent·e·s détenant des savoirs et savoir-faire spécifiques). Des chapitres décrivent le contrôle collectif des mandaté·e·s, qui peuvent se voir retirer leur charge si elles et ils ne se conforment pas à un modèle d'engagement (François Alfandari), ou encore la limitation des mandats (Élise Roullaud). Ces mêmes textes mettent en lumière l'importance accordée au travail qui entre en concurrence avec l'activité syndicale, empêchant un investissement à temps plein : soit car il est aussi vécu comme un engagement (travailler dans un hôpital public), soit car il incarne le modèle défendu (cas de l'agriculture paysanne). Ce livre met ainsi davantage en lumière les tensions générées par le refus d'une professionnalisation que celles nées de la professionnalisation elle-même, c'est-à-dire les difficultés à faire tenir et à perpétuer ces organisations. Il montre par la même occasion, surtout pour les syndicats de salarié·e·s, un recrutement militant qui valorise toujours l'autodidaxie, rendant possible l'engagement de syndiqué·e·s issu·e·s des classes populaires, alors que celles-ci sont de plus en plus exclues du champ de la représentation politique.

D'ailleurs, au-delà de limites de l'ouvrage balisées par Yolaine Gassier et Baptiste Giraud (la faible prise en compte des dimensions de genre et de race notamment), on peut regretter que les auteur·e·s n'aient pas souvent fait un usage contrôlé du concept de politisation. Un emploi plus rigoureux aurait sans doute permis de mieux saisir comment les représentant·e·s se positionnent politiquement (rapport au vote, engagement partisan ou non, parfois souligné pour les anciennes générations militantes), comment elles et ils travaillent le positionnent de

leurs organisations vis-à-vis du champ politique et à l'État, et *in fine* les effets que cela produit sur les formes de représentation qu'elles et ils valorisent et font exister.

Émilien Julliard –

Institut du Travail de l'Université de Strasbourg, SAGE